

La cordée israélo-palestinienne a gravi le Mont-Blanc sans casser

EXPÉDITION

Dans les cordées, l'amitié s'est tissée entre les alpinistes arabes et juifs. Un bel exploit sportif et un petit pas pour la paix.

PHILIPPE DUMARTHERAY

epuis des mois, ils en rêvaient, ces ieunes Israéliens et Palestiniens. Arriver au sommet du Mont-Blanc, à 4807 mètres d'altitude, par la voie la plus difficile, celle des Trois-Monts. Et surtout de faire cette ascension avec leurs nouveaux amis israéliens et palestiniens, d'autres jeunes comme eux qui jusqu'ici, au mieux, s'ignoraient.

A deux heures du matin, mercredi, au refuge des Cosmiques, c'est l'anxiété que l'on devine dans les yeux de Malek, Nadim, Ori, Shiri et les autres. La montée s'annonce longue et difficile. Au pied du refuge des Cosmiques, la pente devient très raide et, je peux le confirmer, le souffle bien court. Mais le groupe, scindé en plusieurs cordées, sous la conduite de Jean Troillet, progresse bien. De retour au refuge, une quinzaine d'heures plus tard, le célèbre guide valaisan fera du reste cette remarque élogieuse. «Ce groupe, c'était la perfection.



L'ascension fera l'objet d'un reportage diffusé dimanche soir dans le journal de 19 h 30 de la TSR. (TSR/PASCAL BOURQUIN)

Mieux, ce n'était pas possible. En rentrant au refuge, j'ai accéléré le pas. Ils ont tous suivi sans broncher. Tous unis.»

Un dessin plutôt que deux drapeaux

Aux abords du Mont-Blanc de Tacul, à 4248 mètres d'altitude, une courte descente permet de reprendre un peu de forces avant d'attaquer un des gros morceaux de la journée, le mur du Mont-Maudit, avec une paroi d'une centaine de mètres presque verticale. Là encore, les jeunes Israéliens et Palestiniens, âgés de 23 à 31 ans, se comportent comme des alpinistes chevronnés.

s'exprimant dans le village de Kirchyolk où 500 soldats lour-

dement armés ont fait face à un

millier de partisans d'Ourmat

pas satisfaites, ils menacent de s'emparer du pouvoir», a-t-il

aussi ajouté, précisant que des

manifestants exigeaient que le

leader intègre le gouvernement.

en cours de préparation», a de

son côté déclaré à la télévision

nationale le ministre de

l'Intérieur, Koubatbek Baïbolov.

Soldats et partisans d'Ourmat

Baryktabassov se sont fait face

pendant plusieurs heures avant

que les soldats tirent des gaz

lacrymogènes et des balles à

que la tension ne s'est pas apai-

sée dans cet Etat d'Asie centrale,

théâtre de troubles ethniques

entre Kirghizes et Ouzbeks de

souche, qui ont fait plus de

(aj, avec agences)

Cette manifestation montre

blanc pour disperser la foule.

Tension pas apaisée

«Un coup d'Etat armé était

«Si leurs demandes ne sont

Baryktabassov.

La suite est aussi éprouvante. avec une longue marche d'approche avant d'arriver sous le sommet du Mont-Blanc. Un froid glacial vient perturber l'avancée des différentes cordées. Mais le pas est sûr. Jean Troillet peut être fier de sa jeune équipe.

Finalement, la première cordée arrive à 11 h 20, suivie progressivement par toutes les autres, au sommet du Mont-Blanc. Immédiatement, les huit Israéliens et Palestiniens forment un cercle, s'encouragent, se félicitent. Ils sont marqués par l'effort et l'émotion est retenue. Juste encore le temps de



Au sommet du Mont-Blanc, les huit Israéliens et Palestiniens ont déployé une banderole sur laquelle figurent, en dessin, leurs drapeaux. (TSR/PASCAL BOURQUIN)

déployer une banderole sur laquelle figurent, en dessin, les drapeaux israélien et palestinien. Les jours précédant leur montée au Mont-Blanc, ils ont discuté ensemble. Certains n'étaient pas d'accord de déployer les deux drapeaux côte à côte. Pour finir, un compromis a été trouvé,

sous la forme d'un dessin des deux oriflammes plutôt que de drapeaux officiels.

Pour Peleg Amir, un industriel israélien installé en Suisse et membre du comité de Coexistences, l'organisation basée à Lausanne et cheville ouvrière de ce projet, «il fallait que tous les

Palestiniens et Israéliens arrivent au sommet. Ils avaient le niveau. Ce projet a montré que l'on peut faire avancer les choses. Au retour, ils vont former des couples, un Israélien et un Palestinien. Ils iront dans les écoles, ils donneront des conférences pour faire avancer les choses.»

Une rumeur de coup d'Etat agite à nouveau le Kirghizistan

La manifestation organisée par les partisans de l'ex-putchiste **Ourmat Baryktabassov** a dégénéré. L'armée a tiré.

L'armée kirghize a fait usage de balles à blanc et de gaz lacrymogènes jeudi pour empêcher des manifestants de rallier dans la capitale un rassemblement de partisans de l'homme d'affaires et opposant Ourmat Baryktabassov, rentré d'exil. Les autorités kirghizes ont qualifié ces manifestations de tentative de coup d'Etat.

Entre 1500 et 2000 partisans s'étaient réunis devant le parlement à Bichkek pour réclamer que leur chef soit placé à la tête du gouvernement.

Une estrade avait été dressée devant le parlement par les protestataires, qui réclamaient que Ourmat Baryktabassov puisse venir s'y exprimer. Leur chef de file ne pouvant les rejoindre, les manifestants se sont ensuite dispersés.

Violents affrontements

Des soldats ont pris position à l'extérieur de la capitale et ont dressé un barrage sur la principale route menant au centre de la ville. Plusieurs milliers de manifestants, sifflant et brandissant des drapeaux rouges, exigeaient de pouvoir accéder au centre de la capitale.

Le directeur de la sûreté nationale, Kenechbek Douchebaïev, a affirmé que des manifestants, arrivés en autocar des rives occidentales du lac Issyk-Kol, étaient armés et menaçaient de renverser le gouvernement intérimaire.

«Nous avons reçu des informations selon lesquelles certaines personnes ont des armes à feu et des grenades», a dit Kenechbek Douchebaïev,

Une municipalité espionne une famille ordinaire en détournant les lois contre le terrorisme

GRANDE-BRETAGNE

A la suite d'une demande d'inscription à l'école, le couple et ses deux enfants ont été mis sous surveillance.

Postuler pour une place dans une école pour votre fille peut vous placer en position d'ennemi public numéro 1. La justice britannique vient en effet de condamner la Municipalité de Poole, dans le sud-ouest de l'Angleterre, pour avoir utilisé des procédures réservées à la lutte contre les terroristes et les grands criminels à l'encontre d'une famille. Son seul tort: avoir demandé une place pour l'une de ses filles dans l'école primaire voisine, très réputée, et avoir entamé un début de déménagement au même moment.

Alertée par deux appels téléphoniques assurant que la famille n'habite pas à l'adresse indiquée, la Municipalité décide de placer Jenny Paton et son compagnon Tim Joyce sous



Jenny Paton et Tim Joyce ont été suivis et «surveillés physiquement» afin d'établir s'ils résidaient toujours dans le quartier. (MARK RICHARDS)

surveillance. Elle utilise pour ce faire la législation des pouvoirs de surveillance, introduite en 2000, qui autorise à surveiller des individus en cas de suspicion de crimes sérieux, et notamment de terrorisme. Entre le 13 février et le 3 mars 2008, les deux parents et leurs trois enfants seront donc suivis et «surveillés physiquement» afin d'établir s'ils résident toujours dans le quartier. Ils avaient en effet placé leur maison en vente peu auparavant.

«Disproportionnée»

Les deux parents n'ont appris tout cela qu'au cours d'une réunion avec la Municipalité au moment de l'inscription de leur fille. Ils portent plainte «pour

tester la législation», ainsi que l'explique la mère. «Nous ne cherchions pas à être dédommagés pour quoi que ce soit, nous voulions vraiment faire parler de notre cas afin que d'autres personnes puissent voir à quel point cette législation est absurde et insidieuse.» La justice leur a donné raison, considérant la surveillance dont ils ont été victimes «disproportionnée» et «illégale».

Le ministre du Logement et du Gouvernement local, Grant Shapps, a critiqué les autorités locales pour cet «abus épouvantable des pouvoirs étatiques». «Je crains, a-t-il expliqué, que ce ne soit que la pointe de l'iceberg. Les municipalités ne sont pas les services secrets ou la police! [...] Le Royaume-Uni n'est pas un Etat totalitaire, mais nous avons certaines lois draconiennes et arbitraires.» Cet épisode sert le nouveau gouvernement qui veut réduire l'étendue des lois liées à la surveillance de la population.

Tristan de Bourbon, Londres

PUBLICITÉ

350 tués en juin.

